



Conseil économique et social

Distr. générale
30 juin 2017
Français
Original : anglais

Onzième Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques

New York, 8-17 août 2017

Point 9 a) de l'ordre du jour provisoire*

**Normalisation au niveau national : collecte
des noms sur le terrain**

Solutions de rechange à la production participative lorsque celle-ci ne fonctionne pas

Résumé**

Le rapport traite de questions relatives à la production participative.

Récemment, l'établissement d'ensembles complets et exacts de noms géographiques nationaux a été mis à mal par la collecte de noms au moyen de méthodes autres que le travail sur le terrain, en particulier la production participative.

Si les projets de production participative peuvent être d'une grande utilité dans les domaines du patrimoine culturel et de l'histoire, le recours à cette technique pour la collecte des noms géographiques peut se révéler moins fructueux dans certains pays ou certaines régions, lorsque l'objectif est de rassembler des informations sur l'histoire des noms ou de recueillir et promouvoir les noms se rapportant à des groupes minoritaires. Dans de tels cas, la production participative ne permet généralement pas d'atteindre les personnes dont la contribution serait la plus précieuse, telles les personnes âgées qui ne savent pas utiliser les outils numériques et qui, souvent, ne s'y intéressent pas ou les personnes qui n'y ont pas accès. En pareille situation, le travail sur le terrain est le moyen le plus efficace d'atteindre ces personnes.

* E/CONF.105/1.

** Le rapport a été établi par Ana Cristina da Rocha Bêrenger Resende, Vania Nagem, Marcia Mathias, Beatriz Souza Pinto, Antônio Jurandir Constantino de Oliveira, José Carlos Corrêa et Américo de Lima Ferreira, de l'Institut brésilien de géographie et de statistique. Il pourra être consulté in extenso dans la langue d'origine à l'adresse suivante : <http://unstats.un.org/unsd/geoinfo/UNGEGN/ungegnConf11.html> (E/CONF.105/91/CRP.91).



Il faut toutefois garder à l'esprit l'importance des dépenses de temps et d'argent que nécessitent les opérations sur le terrain, de sorte qu'il est difficile, voire impossible pour les institutions nationales chargées de la collecte des noms géographiques d'y avoir recours. Il est donc proposé dans le rapport d'instaurer un partenariat entre les institutions nationales chargées de la collecte des noms géographiques et les établissements d'éducation, en tant que moyen supplémentaire de collecte d'informations sur les noms géographiques dans les régions où la production participative peut se révéler inefficace.
